



Communiqué :

Non à la répression des lycéen·nes et des personnel·es mobilisé·es !

Ce mardi 31 mars était une journée de grève nationale à l'appel de l'intersyndicale éducation. Partout en France, les personnels, parents et élèves se sont mobilisé·es contre les suppressions de postes et de classes dans l'Éducation nationale, conséquences directes du budget de guerre Macron-Lecornu passé en force par 49-3.

Au lycée Claude Monet du Havre, plusieurs dizaines de lycéen·nes étaient rassemblé·es devant l'établissement avec le soutien de militant·es syndicaux présent·es sur place. Un blocage pacifique et partiellement filtrant était organisé par les élèves. Ils et elles dénonçaient la réduction des moyens pour l'école, la sélection de Parcoursup et la militarisation de la jeunesse.

La direction de l'établissement a sollicité l'intervention des forces de l'ordre, nécessaire selon elle pour des impératifs de sécurité. Aux alentours de 9h, la police a chargé violemment, sans sommation ni dialogue. Elle a fait usage d'une bombe lacrymogène, envoyant un liquide collant et très irritant, n'hésitant pas à viser les yeux de nombreuses personnes et ce, sous les yeux de la direction. Un jeune s'est retrouvé au sol, un autre a fait un malaise.

Il n'y avait aucun enjeu à libérer cette entrée puisque pendant la demi-heure qui a suivi, aucun élève n'a demandé à rentrer par cette grille. L'impératif de sécurité vis-à-vis de la circulation routière avancée par la direction ne tient pas debout.

Nous dénonçons avec la plus grande fermeté la répression policière, la violence d'Etat contre ces jeunes lycéen·nes, les personnels et les militant·es syndicaux présent·es. Nous n'acceptons pas que les lycéen·nes soient réprimé·es ! Nous sommes à leurs côtés, nous soutenons leurs revendications que nous faisons nôtres. Nous exigeons le respect de la liberté de manifester et de se réunir pour toutes et tous.

Nous demandons à Madame la Rectrice de condamner cette répression et de faire la lumière sur la responsabilité de la direction du lycée.

Nous exigeons qu'aucune sanction ne soit prise à l'encontre des lycéen·nes mobilisé·es.

Non à la répression ! Soutien aux lycéen·nes mobilisé·es avec les enseignant·es contre les suppressions de postes, contre les fermetures de classes et contre la marche à la guerre !

Rouen le 1^{er} avril 2026